



Programme de logements

# Sit-in de souscripteurs LSP devant le Premier ministre

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Tizi Ouzou/ Un nouveau recteur pour l'université  
**Le neurologue  
Daoudi succède  
à l'économiste Tessa**

Page 24

Quatorzième année - N° 4928 - Mardi 12 novembre 2019 - Prix : 10 DA

Présidentielle du 12 décembre

## L'argent des candidats «sera filtré par un commissaire aux comptes»

Page 3

### La chute d'Evo Morales

Par Mohamed Habili

**L**a démission du premier président amérindien de la Bolivie, Evo Morales, n'a pas été provoquée par les protestations contre la fraude qui aurait entaché la présidentielle du 20 octobre, elle-même concomitante à des élections générales, mais parce que la police d'abord, l'armée ensuite ont pris position contre lui. Elle est donc consécutive à un coup d'Etat. Evo Morales n'aurait pas démissionné, comme le lui a «conseillé» le chef de l'armée, il est clair qu'il aurait été arrêté, pour le moins. Les troubles ont éclaté à la suite de l'arrêt du décompte en temps réel, qui donnait Morales largement devant ses rivaux, le soir même du 20 octobre. L'opposition y a trouvé le bon prétexte qu'elle recherchait depuis longtemps de faire descendre dans la rue des partisans eux-mêmes mobilisés par avance. On peut même dire qu'ils étaient sur le pied de guerre depuis 2016, lorsque le référendum sur la possibilité d'un quatrième mandat pour Evo Morales a été perdu par lui, d'ailleurs de très peu (51,3 % pour le non), résultat dont il ne tiendra pas compte. D'une certaine façon, tout s'est passé comme s'il avait payé dimanche dernier son très court échec, mais échec quand même, de 2016. Dès ce moment, son parti le Mouvement vers le socialisme au pouvoir aurait dû se chercher un autre candidat que lui. Or rien ne pousse à l'ombre des grands chênes. A ce titre, le président sortant n'était pas remplaçable.

Suite en page 3

**Exclusif**

Entretien avec le candidat à la présidentielle Azzedine Mihoubi

# «Je ne suis pas un vendeur de rêve...»



Ph/D. R.

Cinq candidats à la présidentielle du 12 décembre s'apprêtent à se lancer, dès dimanche prochain, dans la campagne électorale. Le «Jour d'Algérie» entame une série d'entretiens avec les candidats concernés, axés sur leur motivation et sur les grandes lignes de leur feuille de route présidentielle. Le premier invité est Azzedine Mihoubi. Lire page 2

Naguère entouré de décharges

## Le village Sahel sacré «ambassadeur» de Tizi-Ouzou pour la propreté

Page 4

Festival des villes anciennes de Chinguetti, Mauritanie

## Rabehi : «La sauvegarde du patrimoine maghrébin renforce la sécurité de ses peuples»

Page 13

Exclusif

Entretien avec le candidat à la présidentielle Azzedine Mihoubi

# «Je ne suis pas un vendeur de rêve...»

■ Cinq candidats à la présidentielle du 12 décembre s'apprêtent à se lancer, dès dimanche prochain, dans la campagne électorale. Le «*Journal d'Algérie*» entame une série d'entretiens avec les candidats concernés, axés sur leur motivation et sur les grandes lignes de leur feuille de route présidentielle. Le premier invité est Azzedine Mihoubi.

Entretien réalisé par Karim Alem

«*Le Jour d'Algérie*»: Votre candidature au rendez-vous du 12 décembre vient d'être validée par l'Autorité nationale indépendante des élections. Désormais vous êtes face à un double défi, d'abord celui qui consistera à faire campagne en votre faveur et ensuite, second défi qui consiste à convaincre les Algériens à aller voter. Quel est votre message en la matière ? Quels sont les principaux arguments clés de M. Mihoubi ?

**Azzedine Mihoubi** : Le défi n'est pas seulement de faire campagne ou de convaincre les Algériens d'aller voter, l'enjeu est évidemment plus grand, celui de «sauver l'Algérie d'un effondrement programmé». La crise politique nationale qui secoue notre pays depuis plusieurs mois, porte en ses germes des périls imminents sur le pays, si des solutions ne venaient pas à être rapidement trouvées, que ce soit sur le plan politique ou sur le plan socio-économique. A cela vient se greffer la menace de l'ingérence extérieure qui n'a jamais été aussi explicite.

Au regard de la complexité de la situation, ma décision de me porter candidat à la prochaine élection présidentielle est motivée par l'appel du devoir national, car je ne peux rester spectateur, au moment où le pays a besoin de tous ses enfants pour sortir de cette ornière, vainqueur et triomphant.

Je considère, pour ma part, que ma participation à cette élection est un acte patriotique. J'ai pris sur moi de me porter candidat, parce que j'estime que je dispose, en toute humilité, des éléments de réponses à la crise que traverse présentement l'Algérie.

De ce point de vue, ma décision de me porter candidat à cette élection émane de ma profonde conviction que celle-ci constitue une opportunité pour une sortie de crise, du moins le prélude d'une solution à la crise qui ébranle notre pays.

J'ajouterais que l'écrasante majorité du peuple algérien n'est pas contre l'élection présidentielle, et ceux qui la contestent, contestent en réalité les conditions dans lesquelles le scrutin va se dérouler, mais pas l'élection. Et là, j'en viens à votre deuxième question.

**Estimez-vous, en dépit de l'opposition populaire au vote exprimée par le hirak d'une part, et de l'autre, le grand nombre de détenus d'opinion, que le climat est propice à une campagne électorale et ensuite pour un vote dans la sérénité ?**



PHOTO: RND. En mobilisant toutes les bonnes volontés.

**Selon vous en tant que candidat, quelles sont les erreurs commises par le passé et qu'il faut à tout prix corriger pour rétablir la confiance et pré-tendre à un nouveau départ ?**

Je ne veux faire le procès de personne, tout un chacun a sa part de responsabilité dans la crise multidimensionnelle que vit l'Algérie. C'est une crise d'un modèle de gouvernance et c'est aussi une crise de confiance. Je m'engage à mettre sur pied un nouveau modèle de gouvernance basé sur l'efficacité et la transparence, pour rétablir la confiance.

**Enfin, quelle place ou politique réservez-vous à la jeunesse, la liberté de la presse et l'indépendance de la justice ?**

La jeunesse est le cœur palpitant de l'Algérie. Elle sera érigée en priorité nationale dans mon programme. Elle fera l'objet d'une stratégie nationale horizontale, multisectorielle et transversale, dans les différents domaines : formation, emploi, entrepreneuriat, logement, engagement associatif et vie publique, sports et loisirs.

La liberté de la presse constitue la pierre angulaire de l'Etat de droit que j'aspire à bâtir. (Nul n'est attaché plus qu'un journaliste à la liberté de la presse).

Dans mon programme, la liberté de la presse sera renforcée et mise à l'abri de toutes les atteintes et violations.

L'indépendance de la justice est inscrite au fronton de mon action en faveur de la réforme de la gouvernance et de l'édification de l'Etat de droit.

Dans mon programme, l'indépendance de la justice, en tant que pouvoir à part entière, sera renforcée.

Je m'engage à garantir l'indépendance totale de la justice non seulement vis-à-vis du pouvoir exécutif (Présidence, Gouvernement et Chancellerie), mais aussi et surtout des lobbies et des groupes de pression et d'intérêts.

Je m'engage également à garantir l'autonomie totale du Conseil supérieur de la magistrature par rapport à la Présidence de la République et au ministère: je renonce à présider ce Conseil.

**Votre programme est-il celui du RND, dont vous êtes SG par intérim, ou vous en êtes-vous émancipé pour la présidentielle ?**

La présidentielle est un lien spécial entre un peuple et un homme ou une femme. Evidemment, je m'enorgueilliss du soutien de ma famille politique dans cette élection. K. A.

Le climat national est certes tendu, d'où l'intérêt crucial et accru pour la tenue de ces élections. Les conditions optimales pour la tenue de ces élections sont évidemment à parfaire (tout est perfectible), mais ma conviction est que les conditions sont désormais acceptables pour la tenue d'un scrutin libre, transparent et régulier qui consacre le libre choix du peuple souverain et qui ouvre la voie à une sortie de crise.

A cet égard, la mise en place de l'Autorité indépendante de surveillance des élections et l'engagement du vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, quant à la neutralité de l'Armée nationale populaire, sont des gages supplémentaires.

**Le 13 décembre ou à l'issue d'un 2<sup>e</sup> tour, vous êtes élu président. Quelle sera votre première décision ? Et votre première action ?**

Si le peuple algérien m'accorde sa précieuse confiance, ma première décision sera de rassembler les Algériens et de rétablir la confiance. Étant un homme de dialogue, de compromis et de consensus, je m'engage à lancer prioritairement un dialogue national inclusif et global, le plus large possible, entre tous les Algériens de toutes obédiences, et sans exclusion, sur une plateforme consensuelle de sortie de crise.

Je m'engage également à former, en urgence, un gouvernement de compétences nationales, en tenant compte de la proportion des femmes et des jeunes dans sa composition.

**Sans détailler votre programme et les orientations générales de votre vision, pouvez-vous nous dire selon vous quel a été le déclin, voire la motivation qui vous encourage à vous lancer dans ce défi ? Où se situe l'urgence absolue dans le pays ? Est-elle économique ? Politique ? Quelle est la nature prioritaire des chantiers que vous aurez à ouvrir si vous êtes élu ?**

Mon programme se veut la traduction et la consécration des revendications populaires. Il est global et multidimensionnel : il s'attache à la fois à réformer le fonctionnement du système politico-institutionnel, à résoudre les problèmes socio-économiques, mais aussi et surtout à satisfaire les besoins élémentaires du citoyen, en améliorant son cadre de vie.

Pour répondre à votre question sur l'urgence politique ou économique, je dirais que l'urgence est simultanée politique et économique. Nous devons les adresser en même temps. Bien que les Algériens ne sont pas sortis dans la rue pour réclamer des salaires, ils sont sortis dans la rue pour réclamer la liberté, mais la situation économique reste très difficile.

Ceci étant, si la crise politique perdure et n'est pas résolue, la crise économique se compliquera davantage. Elle nous attend au tournant. Mon programme apporte des solutions.

De ce point de vue, mes chantiers politiques prioritaires

s'articulent autour du package suivant : la réforme de la gouvernance politique et publique, l'amendement de la Constitution et de l'arsenal juridique y afférent (après des consultations avec les acteurs du champ politique), la moralisation de la vie publique et politique, la lutte contre la corruption, la consolidation des organes de contrôle, l'édification de l'Etat de droit, la réforme de l'Etat, la promotion de la citoyenneté véritable, la consécration des libertés individuelles et collectives, l'ouverture politique, la liberté syndicale, la réforme de la justice, la réédification des comptes, la liberté de presse et l'ouverture audiovisuelle.

**Outre votre jeunesse, quels sont vos atouts pour séduire et susciter l'adhésion à votre programme ?**

Je n'aime pas parler de mes atouts, je laisse le peuple algérien juger. Pour répondre à votre question, il ne s'agit pas d'être jeune ou moins jeune, il s'agit d'être capable et je le suis.

L'homme providentiel est une chimère, le Hirak l'a bien démontré. Le culte de la personnalité et l'égoïsme ne sont pas dans mon ADN ni dans mon éducation. Simplement, je dirais modestement que je ne m'engage que sur ce que je peux réaliser, je ne suis pas un vendeur de rêve, je suis un pourvoyeur d'espoir et un producteur de solutions.

Je suis un enfant du peuple qui a un parcours au service de l'Algérie, un parcours qu'il ne doit qu'à son travail et à son abnégation. Je serais fidèle, sincère et loyal envers ma patrie,

Présidentielle du 12 décembre

# L'argent des candidats «sera filtré par un commissaire aux comptes»

■ L'argent des candidats, pour le financement de leur campagne électorale «sera filtré par un commissaire aux comptes» et que des «investigations» seront menées pour déterminer l'origine de ce financement. C'est en tout cas ce qu'a déclaré hier à la Radio nationale, Karim Khelfane, membre de l'Autorité nationale indépendante des élections.

Par Lynda Naili

Pointé du doigt à chaque échéance électorale, la question de l'argent du financement des campagnes électorales, en particulier celui de «la chkara», argent sale, ne fera pas exception pour cette présidentielle du 12 décembre prochain. A ce titre, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) dont la mission est d'organiser et de superviser ce scrutin présidentiel depuis la mise en branle de la machine électorale jusqu'à l'annonce des résultats, a également à sa charge le contrôle et le décodage des financements occultes des campagnes électorales. A ce propos, lors de son passage hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, Karim Khelfane, membre de l'ANIE, qui a expliqué le refus des recours formulés par les candidats évincés par le Conseil constitutionnel de la course aux élections présidentielles en raison des dossiers de candidature «vides» et «formulaires vierges» que lesdits postulants ont déposés, a affirmé que son Instance s'engage à «s'attarder» sur la question de la provenance du financement de la campagne électorale, dont le lancement est prévu dimanche prochain, assurant que l'argent des candidats «sera filtré par un commissaire aux comptes» et que des «investigations» seront menées par ladite



PH: Soraya J. A.

Autorité dans ce sens. En effet, la question est de savoir comment, durant trois semaines de campagne électorale, les candidats organisent le financement de leurs activités, leur déplacement, la location des salles devant abriter les meetings ? Ceci outre des montants tout aussi colossaux dépensés pour leurs supports de communication. Ce sont là autant de questions qui à chaque échéance électorale refont surface pour déboucher sur des réponses claires et transparentes et laisser place à la réponse évidente de l'argent sale versé ici et là, notamment aux cavaliers gagnants, ou supposés l'être. Si effectivement, la loi relative au régime électoral de 2016 stipule que l'Etat peut éventuellement accorder une aide aux candidats

(art. 190), il n'en demeure pas moins que la partie la plus importante du budget à consacrer pour le déroulement de la campagne électorale demeure à la charge du parti auquel appartient le candidat, ou alors à l'entière responsabilité du postulant lorsque ce dernier se présente comme étant «candidat libre». Ainsi, au moment où certains candidats se tournent vers les maigres contributions des militants ou sympathisants de leurs formations politiques, pour les plus aisés d'entre eux, les favoris en général, reçoivent des dons et contributions plus que généreuses. C'est ainsi que des «donateurs anonymes» souvent issus du monde des affaires, de l'industrie... chacun son candidat, nourris d'espoir d'un retour d'ascenseur pour faire fleurir leurs

affaires, arrosent d'une manière occulte leur postulant respectif, soit carrément avec de l'argent liquide, ou alors à travers d'autres aides matérielles et de service dont le transport, la location des locaux... Ce qui au final restera une opération dénuée de toute traçabilité officielle. Pourtant, la loi assigne clairement les candidats à toute élection à déposer des dossiers détaillés sur le montant des dépenses effectuées durant les périodes électorales au niveau du ministère de l'Intérieur. Bien sûr que dans la forme les candidats s'acquittent de cette disposition réglementaire, sauf dans le fond, le contenu des rapports, qui faut-il le rappeler n'a jamais été transmis à l'opinion publique, et loin de retranscrire toutes les opérations comptables, critères de traçabilité et de transparence des campagnes électorales.

Pour rappel, la loi relative au régime électoral de 2016 stipule que les campagnes électorales sont financées au moyen de ressources provenant de la contribution des partis politiques, de l'aide éventuelle de l'Etat accordée équitablement et des revenus des candidats (art. 190). La même loi interdit tout financement provenant de l'étranger (art. 191) et plafonne le financement de la campagne de chaque candidat à la magistrature suprême à cent millions de dinars pour le 1<sup>er</sup> tour et à cent vingt millions de dinars au 2<sup>e</sup> tour. L. N.

## LA QUESTION DU JOUR

### La chute d'Evo Morales

Suite de la page une

Il était d'autant moins qu'il était le leader incontesté de son camp, et que le bilan économique de ses 14 années de règne était, de l'avis quasiment de tout le monde, une réussite, qui s'est traduite en particulier par un recul de moitié de la grande pauvreté caractéristique de la Bolivie. Répétons-le, Morales n'a pas perdu l'élection présidentielle du 20 octobre, mais le référendum de 2016. La présidentielle comporte deux tours : un premier qu'il a remporté, et un deuxième qu'il aurait probablement remporté aussi s'il l'avait laissé tenir. Lorsque le décompte a été arrêté, il devançait très nettement son principal rival, l'ex-président Carlos Mesa, mais pas des 10 points nécessaires pour être proclamé vainqueur sans avoir à passer par un deuxième tour. Ainsi est faite la loi en Bolivie. Il aurait dû s'y astreindre. En voulant s'y dérober, il a fait se dresser contre lui la sainte alliance des courants droitiers que compte le pays, et dont l'arrivée maintenant certaine au pouvoir n'aura de cesse de défaire ses accomplissements au cours des 14 années passées au pouvoir. La Bolivie n'est pas le Venezuela, ni Cuba, où l'armée fait corps avec le régime. Deux pays du continent qui ont dénoncé le coup d'Etat organisé à son encontre. Ils n'ont pas été les seuls, l'Argentine et le Mexique, qui ont vu récemment arriver à leur tête deux hommes de gauche, ont eu la même réaction. En Amérique du sud, le clivage gauche-droite conserve non seulement son sens, mais sa virulence. Dès l'instant où l'opposition de droite a vu que Morales n'était pas en état de se défendre, elle n'a pas accepté de retourner aux urnes, comme le recommandait l'Organisation des Etats américains, dont l'audit a conclu à des irrégularités dans le décompte. Conclusions acceptées par Morales, qui a commencé par appeler à de nouvelles élections, avant d'annoncer sa démission dans la même journée.

M. H.

## Programme de logements

# Sit-in de souscripteurs LSP devant le Premier ministre

Les souscripteurs de logement social participatif ne savent plus vers qui se tourner. La wilaya d'Alger, le ministère de l'Habitat, le directeur du logement et le Premier ministre, tous se renvoient la balle. Personne ne veut apporter des explications et des solutions à cette arnaque qui a brisé l'espoir et la vie de milliers de souscripteurs.

C'est sous un froid très vif qu'un groupe de souscripteurs de logement social participatif (LSP) de Draria a observé hier un sit-in devant le Premier ministre. Participant à cet unième sit-in, les souscripteurs ont dénoncé la «hogra», «l'arnaque», «le silence pesant des responsables» et surtout «le flou qui entoure le programme LSP». En larmes, certaines souscriptrices se sont demandées «où est notre argent ? Où est le logement qu'ils nous ont promis et qu'on a payé ?». Selon un des représentants du programme LSP de Draria des 2 684 logements : «on est venu aujourd'hui remettre notre dossier au Premier ministè-



PH: Soraya J. A.

re mais ce dernier nous a renvoyé vers le ministère de l'Habitat. Chose qui ne devait pas se faire car on a déjà présenté notre dossier au ministère de l'Habitat qui nous a dit qu'il n'était pas concerné par notre projet et nous avait, à son tour, renvoyé vers la wilaya d'Alger !» nous dira ce représentant ajoutant : «personne ne veut assumer, chacun renvoie la balle à l'autre et pour moi, le premier responsable est l'Etat car c'est l'Etat qui a choisi Batigec et la BNA et c'est l'Etat aussi qui a choisi Condor pour racheter Batigec et encore

moins les sous-traitants qui travaillent sur nos logements». Il poursuivra : «sur 99 bâtiments LSP, 56 bâtiments sont à terre c'est donc plus de 50% des logements qui n'existent pas encore ! Et les bâtiments qui ont été bâtis sont dans un état critique, on a donc exigé que certains de ces bâtiments soient détruits car ils présentaient un vrai danger». Un autre représentant des souscripteurs nous dira : «on a fait plusieurs demandes au ministère de l'Habitat, au wali d'Alger, au directeur du logement, aux propriétaires, à l'entreprise Batigec

et on a toujours eu la même réponse "d'attendre et de patienter". Mais après plus de 12 ans d'attente, on ne peut plus patienter, car la majorité d'entre nous payons des loyers de 45000 DA et remboursons les crédits de nos logements qui n'existent pas encore. La scolarité de nos enfants est perturbée car on doit à chaque fois déménager». Un participant à ce sit-in dira que «les gens ont payé la totalité de leurs logements, personnellement j'ai payé la totalité.

Il y a ceux qui ont payé par tranches, d'autres par crédit et sont coincés aujourd'hui. Et il y a des personnes qui ont payé la totalité de leur logement et qui sont morts sans même mettre un pied dans leur habitation. Pis encore, leurs logements sont à ce jour à terre». Enfin, un autre sit-in aura lieu à la fin de cette semaine devant le ministère de la Justice pour remettre un dossier de malversation foncière. «Un dossier sera remis au ministère de la Justice pour qu'une enquête soit ouverte concernant notre cas, car 12 ans c'est une

escroquerie et une arnaque», nous dira le porte-parole des souscripteurs LSP de Draria. Il ajoutera que : «on maintiendra la pression jusqu'à ce que les pouvoirs publics répondent à nos revendications». Enfin, rappelons que les souscripteurs LSP de Draria ont payé leurs logements en totalité et reçu les actes de propriété il y a 12 ans, mais n'ont pas reçu leurs clés à ce jour. Il était prévu que les travaux de chantiers, à l'arrêt, reprennent après la fête de l'Aïd el Adha. Mais il n'en est rien à ce jour.

Thinherine Khouchi

Batna

# Premiers flocons de neige sur les hauteurs de la capitale des Aurès

■ Les premiers flocons de neige ont recouvert, dans la nuit de dimanche à lundi, les hauteurs de la capitale El Aurès.

Par Siham B.

Plusieurs régions montagneuses ont, en effet, enregistré d'importantes chutes de neige, depuis dimanche, à l'instar d'Ichemoul, Hidoussa, Merouana et Theniet El Abed. A l'exception des axes routiers montagneux, parmi les plus culminants où les automobilistes ont connu des difficultés à circuler, le trafic sur le reste des routes est «normal», a affirmé à l'APS le chef de service de l'exploitation et de la maintenance du réseau routier de la direction des travaux publics de la wilaya, Abdelkrim Belkacem. La même source a précisé, à ce propos, que l'opération de salage des routes, dont la circulation est généralement affectée par les chutes de neige et le givre, a été entamée dimanche à 19 heures, dès que les premiers flocons de neige ont commencé à tomber sur les zones montagneuses et s'est poursuivie jusqu'à ce matin. Cette opération a mobilisé 7 chasse-neige, 10 camionnettes et 70 agents d'entretien, tandis que les services des travaux publics restent en alerte jusqu'à ce que le temps s'améliore, a souligné la même source qui a



ajouté que la circulation est «normale» au niveau de tous les axes routiers. Parmi les axes ayant fait

l'objet d'interventions rapides figurent la RN31 entre Batna et Biskra, en passant par Tazoult,

Merkouana et Arris, la RN 87 entre Batna et Theniet El Abed, en passant par Oued Taka, ainsi

que la RN 77 entre Merouana et Hidoussa, en passant par Nafila, a-t-on indiqué. **S. B.**

Météo/Intempéries/Neige

## Khenchela : le chemin de wilaya 172 reliant les communes de Bouhmama et Kais bloqué par la neige

Les premières neiges enregistrées dans la wilaya de Khenchela, dans la nuit de dimanche à lundi, ont bloqué le chemin de wilaya (CW) 172 reliant les communes de Bouhmama et Kais, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale des travaux publics. «La circulation a été bloquée dans la nuit de dimanche à lundi au niveau du CW 172 dans la région de Bouleghmane, en raison des fortes chutes de neige qui sont tombées dans la région ouest de la wilaya de Khenchela», a indiqué à l'APS le directeur du

secteur, Mourad Saaidi. Le même responsable a ajouté que les agents des travaux publics de Bouhmama sont intervenus dès les premières heures de la journée de lundi pour rouvrir à la circulation ce tronçon routier, soulignant que malgré la difficulté de circuler sur certaines routes rurales, aucun blocage n'a été enregistré au niveau du reste des routes nationales et chemins communaux. De son côté, la direction locale de la Protection civile appelle les usagers de la route, notamment sur les axes montagneux

situés dans les communes de Bouhmama, Chelia, Lemssara et Yabous, à «faire preuve de prudence et de vigilance et de respecter le code de la route, notamment en ce qui concerne la vitesse et la distance de la sécurité». Pour sa part, le directeur de la station locale de la météorologie, Achour Khelifi, a indiqué à l'APS que l'épaisseur de la neige, tombée dans la nuit de dimanche à lundi sur la wilaya de Khenchela, a atteint entre 5 et 10 cm, en particulier dans les hauteurs de Chelia et Bouhmama. **Hania Y./APS**

Naguère entouré de décharges

## Le village Sahel sacré «ambassadeur» de Tizi-Ouzou pour la propreté

D'une agglomération entourée d'une dizaine de décharges sauvages au «statut» de village le plus propre, Sahel, dans la commune de Bouzeguène (sud-est de Tizi-Ouzou), a fini par remporter le Prix Rabah-Aissat du village le plus propre de la wilaya, en récompense aux efforts de ses habitants en matière de préservation de l'environnement et d'enlèvement de l'espace public. Trois kilomètres séparent la ville de Bouzeguène de Sahel. Le village est accessible par une route qui descend. Les toits et terrasses des premières maisons, cernées d'arbres et de plantes ornementales, pointent en contrebas de la route principale. «Ansuf Yisswen ar Tadar n Sahel» (Bienvenue au village de Sahel, en tamazight), lit-on sur une bannière suspendue entre un figuier et un olivier, à l'une des entrées de ce grand village. L'emblème national y est grandement déployé. Des pots de plantes décoratives aux feuillages et fleurs aux couleurs chatoyantes sont alignés le long de la sente donnant accès au village, ouvrant une procession interminable de merveilleux paysages. Propreté, entretien, embellissement se conjuguent à tous les temps au village Sahel. A croire que celui-ci vient tout juste de faire sa toilette tellement il «respire» la propreté. Des affiches appelant au respect de l'environnement et rappelant la valeur des déchets recyclables sont collées un peu partout sur les façades et les portails des maisons. Des poubelles pour différents types de déchets

et des cendriers urbains sont aussi installés à travers les ruelles et places publiques du village. Deux membres du comité de village, Chebini Youcef et Tarik Boudia, confient que le «déploiement» écologique s'est produit en 2014, année à partir de laquelle les 3 000 habitants de Sahel ont décidé de s'engager concrètement dans une démarche de préservation de l'environnement pour améliorer leur cadre de vie. **Trois étapes pour une gestion efficace des déchets** Le Prix du village le plus propre, décerné mercredi dernier par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), est la consécration de cinq années de dur labeur, d'engagement de toute une communauté villageoise sur la voie de la préservation de l'environnement, avec ses moments d'espoir, d'hésitation, de recommencement mais jamais d'abandon vu la détermination à se prendre en charge pour s'offrir un cadre de vie meilleur et laisser un environnement sain aux générations futures, ont observé MM. Chebini et Boudia. Pour les habitants de ce grand village qui s'étend sur 50 ha, situé à environ 600 mètres d'altitude et bordé dans sa partie basse par le Haut Sébaou, la tâche n'était pas facile. La détermination des villageois et surtout leur union et esprit de solidarité et d'entraide, ont permis de surpasser toutes les difficultés pour devenir «les ambassadeurs» de l'environnement pour l'année 2019. Le président du comité de village, Rachid Oudali, qui est aussi le président de l'Assemblée populaire com-

mune (APC) de Bouzeguène, a expliqué qu'il a fallu passer par trois étapes pour arriver à une gestion «efficace des déchets». «Nous avons d'abord fait le tri pendant une année au niveau d'un seul centre, avant d'opter pour des centres de tri de proximité dans les quartiers, afin de mieux gérer cette opération et de responsabiliser les familles. Ces dernières effectuent le tri à domicile et les déchets recyclables sont vendus à un récupérateur», a-t-il dit. Puis, un centre artisanal d'incinération des déchets ultimes a été réalisé par les habitants et quelque 300 composteurs ont été installés à travers le territoire du village. L'un de ces composteurs visités est celui installé à El Hara Ath Ramdane, au milieu d'un jardin où les plantes aromatiques, maraichères et ornementales prolifèrent, nourries par le compost produit. «Ce système de gestion a permis d'éradiquer les 10 décharges sauvages de Sahel, de réduire la quantité des déchets de deux tiers, et d'assurer une rentrée d'argent pour le mouvement associatif grâce à la vente des déchets recyclables à un récupérateur», se sont félicités MM. Chebini et Boudia. La protection de l'environnement occupe tout un chapitre dans la charte du village Sahel, a souligné M. Chebini qui a observé qu'«après plusieurs étapes et expériences dans le domaine de la protection de l'environnement, le village est parvenu à se prendre en charge d'une manière efficace en incluant le chapitre environnement et hygiène dans sa charte». Dans

ce chapitre, l'entreposage anarchique d'ordures en dehors des centres de tri de proximité est prohibé et sanctionné. De même, le dépôt de matériaux de construction sur la voie publique et le piquage du dallage des rues pour travaux sont soumis à l'autorisation du comité de village. Pour la préservation des sources et fontaines du village, la charte du village interdit le lavage de toute nature à l'intérieur des fontaines, la vidange de bassins est par ailleurs strictement interdite, a indiqué M. Chebini qui a précisé que des «brigades vertes» sont installées durant les différents événements se déroulant au village ou durant les vacances pour veiller à la salubrité publique. Pour inculquer l'amour de la nature aux enfants, le comité du village Sahel a créé un jardin pédagogique. Tous les 21 jours, les chérubins de 5 à 15 ans sont admis au niveau de ce jardin-école pour apprendre à faire pousser des plantes ainsi que le greffage (d'oléastres notamment). Les enfants y découvrent aussi à quoi sert le compostage produit dans le village. «Nous leur expliquons que c'est un excellent fertilisant pour le sol et qui n'est pas nocif pour la santé comme les engrais chimiques. Notre but est de former une génération respectueuse de l'environnement, consciente des dangers des produits chimiques (traitements phytosanitaires, désinfectants, engrais), ont insisté MM. Chebini et Boudia. Histoire d'affirmer que l'attachement à la terre est aussi une affaire de pédagogie... **Ghani Y.**

## Pétrole

# Le panier de l'Opep établi à près de 62 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a terminé la semaine écoulée à 61,98 dollars, selon les données de l'Organisation publiées hier sur son site web.

Par Salem K.

Le prix de l'ORB s'était établi entre 62,00 et 62,57 dollars durant la semaine allant du 5 au 10 novembre courant. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran),



Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery

(Venezuela). Les prix de l'or noir avaient terminé la semaine dernière en légère progression. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier s'est

établi à 62,51 dollars à Londres, en hausse de 0,4 %, ou 22 cents, par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour décembre a gagné

0,2 %, ou 9 cents, à 57,24 dollars. Le baril de Brent avait gagné 1,3 % et le baril de WTI était monté de 1,9%. Dans ce contexte, la septième réunion de l'Opep+ prévue pour le 6 décembre prochain à Vienne (Autriche) et la 117<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'Organisation programmée pour le 5 décembre sont très attendues. Lors des dernières réunions de l'Opep et ses partenaires, l'accord portant une baisse conjointe de la production de 1,2 million de barils a été reconduit pour une durée supplémentaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2019 jusqu'au 31 mars 2020. Depuis 2016, l'Organisation et ses partenaires, à leur tête la Russie, se sont engagés pour une limitation volontaire de leur production afin de soutenir les cours. Par ailleurs, les prix du pétrole ont débuté la semaine en baisse. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 61,72 dollars à Londres, en baisse de 1,26 % par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour décembre perdait 1,45 % à 56,41 dollars.

S. K./APS

## Ouargla

## Subventions à une trentaine d'associations touristiques

Vingt-sept associations touristiques activant à travers différentes communes de la wilaya de Ouargla ont bénéficié de subventions, au titre de l'année 2019, pour une valeur globale de cinq millions de dinars, a-t-on appris hier auprès de la Direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA). Initiée par l'Assemblée

populaire de la wilaya (APW), cette opération, dont le montant consacré «ne répond pas aux besoins croissants», a pour objectif de soutenir ces associations dans la réalisation de leurs programmes visant à promouvoir la destination Ouargla, à l'occasion de la saison touristique saharienne 2019-2020, a affirmé

le directeur du secteur, Abdallah Belaid. Il s'agit de programmes relatifs au tourisme de circuit (sorties decourte durée vers les zones périphériques sahariennes et présahariennes), ainsi que l'organisation de manifestations et expositions dédiées notamment à la promotion de l'artisanat traditionnel, a-t-il précisé. La wilaya de

Ouargla dispose d'un riche potentiel pour développer plusieurs types de tourisme, allant du tourisme d'affaires et de congés, au tourisme scientifique, culturel, religieux, de santé et de bien-être et l'éco-tourisme, a-t-il souligné. Selon Abdallah Belaid, le développement de nouvelles niches, dont le thermalisme, le

bain de sable, le trekking et le ski sur sable, en plus de la valorisation de celles existantes revêtent une grande importance afin de répondre aux besoins des touristes et insuffler une dynamique socio-économique à travers la création de richesse et d'emplois. Pour consolider les capacités d'accueil existantes, la wilaya de Ouargla compte de nombreux projets touristiques retenus dans le cadre de l'investissement privé, à travers le territoire de différentes communes telles que Ouargla, Nezla, El-Hedjira, Touggourt et Hassi-Messaoud, a-t-on indiqué à la DTA. Appelés à générer de nouveaux emplois au profit de la main-d'œuvre locale, ces futures structures (villages de vacances, hôtels et motels), actuellement à différents taux d'avancement de leurs chantiers, vont permettre d'accroître de plus de 2 000 lits les capacités d'hébergement dans la wilaya de Ouargla, selon la DTA. Sami Y.

## Industrie pharmaceutique

## Sandoz (Novartis) va racheter les activités au Japon d'Aspen Pharmacare

Sandoz, filiale du géant pharmaceutique suisse Novartis, va racheter les activités au Japon d'une des branches du groupe Sud-africain Aspen Pharmacare pour un montant initial de 300 milliards d'euros, a-t-il annoncé hier. Un versement supplémentaire de 100 millions d'euros pourrait s'y ajouter ultérieurement, sous conditions, selon les termes de l'accord avec le groupe sud-africain, a précisé dans un communiqué Sandoz, spécialiste des médicaments génériques. Ce rachat doit lui permettre de se renforcer sur le marché des génériques au

Japon, troisième plus gros marché au monde pour ce type de médicaments, a ajouté son directeur général, Richard Saynor, soulignant dans le communiqué qu'il s'agit d'un marché «stable mais en croissance» pour les génériques. Le portefeuille d'Aspen englobe une vingtaine de traitements dont le brevet a expiré, dont des produits pour l'anesthésie. Ses ventes annuelles avoisinaient 130 millions à la clôture des comptes pour l'exercice fiscal 2019. La transaction devrait être finalisée durant le premier semestre 2020. Dans la même

l'action Novartis grimpeait de 1,65 % à 88,94 francs suisses alors que le SMI, l'indice des valeurs phares de la Bourse suisse, s'appréciait de 0,22 %. Sandoz a engagé une grande réorganisation de ses activités. Cette filiale de Novartis qui fabrique des médicaments génériques et biosimilaires, copies bon marché de traitements dont le brevet a expiré, a notamment allégé la voilure aux Etats-Unis, où les génériques sont confrontés à une forte concurrence sur les prix, avec la cession d'un portefeuille de médicaments au groupe indien Aurobindo Pharma. K. L.

## Fiscalité

## L'UE s'attaque à la fraude à la TVA de la vente en ligne

Le système de TVA de l'Union Européenne (UE) sera doté de nouveaux outils pour lutter contre la fraude dans le secteur du commerce électronique, a annoncé la Commission européenne. Les Etats membres viennent de conclure un accord qui permettra pour la première fois de mettre les données pertinentes sur les achats en ligne à la disposition des autorités anti-fraude dans le cadre de leur lutte contre la fraude à la TVA dans ce

secteur, précise un communiqué de la Commission qui estime cette fraude à quelque 5 milliards d'euros par an dans l'UE. D'autres décisions prises par les ministres des Finances de l'UE dans le domaine de la TVA contribueront à réduire les formalités administratives pour les PME et simplifieront les règles en matière de TVA et d'accise pour les forces armées des Etats membres de l'UE, selon la même source. «Avec un flux continu de

propositions au cours des cinq dernières années, la Commission a progressivement obtenu d'excellents résultats qui ont permis de simplifier le système de TVA de l'UE, en réduisant les possibilités de fraude et en facilitant la vie des entreprises légitimes», a relevé le commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, Pierre Moscovici. Notant que les Etats membres sont «unanimes quant à ces

objectifs», il dit espérer que cette dynamique «pourra se traduire par une réforme de grande envergure de l'ensemble de la législation sur laquelle repose le système». Les nouvelles règles renforceront la capacité des Etats membres à lutter contre la fraude à la TVA dans le commerce électronique, en garantissant aux autorités en charge de cette lutte l'accès aux données relatives à la TVA détenues par des intermédiaires de paiement (prestataires

de carte de crédit et de prélèvement automatique) qui facilitent plus de 90 % des achats en ligne dans l'UE. Concrètement, les prestataires de services de paiement seront obligés de fournir aux autorités des Etats membres certaines données de paiement provenant des ventes transfrontières, auxquelles les spécialistes de la lutte contre la fraude (le réseau «Eurofisc») pourront ensuite avoir accès pour les analyser. R. E.

Tiaret

# L'agriculture contribue à 3% à l'économie nationale

■ L'agriculture dans la wilaya de Tiaret contribue au développement économique national à hauteur de 3% et au développement de l'économie locale à 24%, soit 10 milliards DA, a indiqué le wali de Tiaret, Abdeslam Bentouati.

Par Nassima A.

L'agriculture dans la wilaya de Tiaret contribue à hauteur de 3% à l'économie nationale, occupant la 12<sup>e</sup> place au niveau national, et de 24% à l'économie locale, a déclaré le wali, invité de l'émission «Sabah El Kheir Ya Djazair» dans le cadre de la journée ouverte sur la presse de proximité pour relancer le développement agricole (Tiaret comme modèle), animée par la radio de Tiaret en collaboration avec la chaîne une de l'ENRS.

La wilaya de Tiaret occupe la 1<sup>re</sup> place au niveau national dans la production céréalière, qui a atteint la saison écoulée plus de 3,7 millions de quintaux, ainsi que la première place en production d'oignons, a rappelé le responsable, notant qu'une opération d'exportation de ce produit (ognon) a été lancée vers la Mauritanie.

La wilaya envisage un plan pour élargir le champ d'exportation à la pomme de terre et œuvre également à améliorer son classement en accentuant sa production de viandes rouges pour se propulser à la 3<sup>e</sup> place,

ainsi que la production des légumes secs, des viandes blanches, des œufs, des olives, des fruits et légumes, a-t-il ajouté.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a déclaré que les efforts sont orientés vers l'extension des terres agricoles utiles, soit une surface de plus de 700 000 hectares sur un total de 1,6 million ha, l'adoption de projets d'investissement dans des abattoirs, des chambres de froid, 20 projets sur un total de 40 sont en cours de réalisation en vue d'augmenter les capacités de stockage et encourager les projets d'investissement en agriculture.

La wilaya s'attèle à soutenir l'agriculture moderne productive à travers la distribution de 12 000 ha de terres destinées à l'investissement sur un total de 170 000 ha ayant fait l'objet d'études par le Bureau national des études et développement rural des terres. Elles seront accordées à des investisseurs ayant des capacités pour accroître la production et réussir des projets pour soutenir l'économie nationale, a-t-il souligné.

Des permis de fonçage de



puits suivant les normes en vigueur dans le but d'élargir les terres irriguées sont également envisageables, de même que des accès à l'autoroute et à l'aérodrome international «Abdelhafidh Boussouf» pour le transport et l'exportation des produits agricoles, a assuré le wali, soulignant que la wilaya développe les filières lait, viandes et céréales en application des directives du Gouvernement.

A noter que cette émission ouverte de 6 heures du matin jusqu'à minuit porte sur des programmes abordant la réalité de l'agriculture dans la wilaya de Tiaret, le rôle de la recherche scientifique à développer le secteur, l'agriculture et les jeunes, l'investissement dans le secteur agricole et la contribution de la femme rurale. Le programme sera clôturé par une soirée de chant bédouin lié au patrimoine

de Tiaret. La journée a été organisée avec la contribution de la direction des Services agricoles, les dispositifs de soutien à l'emploi, la chambre d'agriculture, les instituts spécialisés, l'université «Ibn Khaldoun», les conseils interprofessionnels, des investisseurs, des agriculteurs ainsi que des institutions bancaires et d'assurances.

N. A./APS

Dinanderie constantinoise

## Le projet de label de qualité relancé de concert avec l'ONUDI

Le projet de «label de qualité» pour la dinanderie constantinoise a été «relancé de concert avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)», a annoncé le chef de service de l'artisanat auprès de la direction du tourisme de Constantine, Nabihia Grabsi.

«La démarche de donner une empreinte à la dinanderie

constantinoise a été décidée dans le cadre du projet développement de cluster dans les industries culturelles et créatives en Méditerranée du sud» mis en place en collaboration avec l'ONUDI depuis 2014, a précisé la même responsable en marge de la cérémonie de sortie de la 17<sup>e</sup> promotion de l'Ecole de l'artisanat dépendant de la chambre de l'artisanat et des métiers

(CAM).

Des experts internationaux en la matière se sont déplacés récemment à Constantine dans le cadre de ce programme, et ont animé des rencontres et débats avec les dinandiers constantinois en vue d'asseoir les conditions et moyens nécessaires pour la concrétisation de ce projet et permettre la sauvegarde et la promotion de cette

filière au plan de la qualité exigée par le marché mondial, a fait savoir la même responsable.

Mettant l'accent sur l'importance de ce projet dans la redynamisation de ce métier créateur de richesse, artisanat phare de Constantine, M<sup>me</sup> Grabsi, a rappelé que le programme cluster de la dinanderie de Constantine mis en œuvre en collaboration avec l'ONUDI et financé par l'Union

européenne et l'Italie avait permis de lancer des formations spécialisées en la matière tout en dotant les dinandiers de Constantine d'outils de protection à titre gracieux.

La même responsable, a par ailleurs affirmé que les efforts se poursuivirent pour améliorer les conditions de travail des dinandiers en aménageant des locaux adaptés à la cité Daksi-Abdessalem et à la ville Ali-Mendjeli.

Elle a dans ce sens, indiqué que le projet de réalisation d'un village touristique à la ville Ali Mendjeli comprenant 262 locaux et pour lequel 800 demandes émanant d'artisans ont été formulées, a atteint «80% de taux d'avancement et sera réceptionnée une fois la contrainte de financement résolue».

La célébration de journée nationale de l'artisan (9 novembre) a été marquée à Constantine par l'organisation jeudi d'un Salon de l'artisanat et des métiers au centre M'hamed-Yazid de la ville d'El Khroub et d'une cérémonie de remise de 70 attestations d'aptitude à 70 artisans spécialisés en pâtisserie et confection de textile.

Lamia Y.

Samy Y.

Ghardaïa

## Plus de 100 000 ha de terres agricoles inexploitées retirées à leurs bénéficiaires

Une superficie totale de 100 598 hectares attribuée à des investisseurs dans le cadre de la mise en valeur agricole et restée à ce jour inexploitée, a été récupérée dans la wilaya de Ghardaïa, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA). Attribuée à 4 347 bénéficiaires, cette superficie représente près de 50% de la superficie concernée par l'opération d'assainissement du foncier agricole qui se poursuit dans la wilaya de Ghardaïa, a affirmé le DSA, Mustapha Djakboub. Ces 100 598 ha sont circonscrits dans les régions à fortes potentialités hydriques situées au sud de la wilaya, le long de la RN-1 dans les communes de Mansoura, Hassi-Lefhal, Hassi El-Gara et El-Menea, ainsi qu'au nord de la wilaya dans les

communes de Berriane et Guerrara, a-t-il précisé. Les 4 347 bénéficiaires concernés ont été déchués de l'attribution et ont reçu des arrêtés d'annulation, après vérification sur le terrain et plusieurs mises en demeure, a-t-il souligné, ajoutant que plus de 150 000 ha, près de 50% des terres attribuées dans le cadre de mise en valeur, sont également concernés par l'opération d'assainissement du foncier agricole dans la wilaya de Ghardaïa. Sur un total plus de 257 625 ha de terres attribuées à plus de 10 000 investisseurs, dont 210 080 ha dans le cadre de l'accès à la propriété foncière agricole (APFA), seuls 50 000 hectares ont été travaillés et exploités, soit 20 % des terres attribuées, a noté le responsable des statistiques à la

DSA Khaled Djebrit. Le foncier est devenu un pilier essentiel pour la promotion agricole et un levier pour le développement rural d'où l'importance de la valorisation de ce foncier agricole par la mise en valeur.

Des efforts visant la mobilisation du foncier de l'Etat (domanial) pour la promotion de l'investissement dans le secteur agricole ont été consentis pour créer les conditions propices permettant aux investisseurs et autres agriculteurs de contribuer à relever les défis de l'autosuffisance alimentaire et la concrétisation de la sécurité alimentaire dans une conjoncture internationale marquée par un renchérissement constant des produits alimentaires, a conclu le DSA de Ghardaïa.

Tunisie

# Ghannouchi proposé au poste de chef du Parlement par Ennahdha

■ Le parti Ennahdha, arrivé en tête des législatives tunisiennes ayant eu lieu en octobre, a fait savoir, dimanche, qu'il proposait son chef historique, Rached Ghannouchi, pour le poste de président du Parlement, selon des médias locaux.

Par Jihane C.

Ennahdha a remporté les législatives du 6 octobre en décrochant 52 sièges, loin, toutefois, de la majorité (109), et le parti conduit des négociations ardues en vue de la formation d'un nouveau gouvernement.

«Il a été décidé de présenter la candidature de Rached Ghannouchi pour la présidence du Parlement», a déclaré, lors d'une conférence de presse à Tunis, Abdelkarim Harouni, le chef du conseil de la choura, l'organe consultatif du parti.

«La priorité va au Parlement, parce que c'est au sein de l'Assemblée que les lois et les décisions sont prises», a-t-il dit.

Le parti Ennahdha n'a en revanche toujours pas indiqué à quelle personnalité il souhaitait voir confier la tâche de former un nouveau gouvernement. Il a pour cela jusqu'à vendredi prochain.

Devant la presse, M. Harouni a affirmé que le nom de Rached Ghannouchi avait été précédemment suggéré par le conseil de la choura pour tenir ce rôle.

Mais il a finalement été décidé de donner la priorité au Parlement, a-t-il expliqué.

Le nouveau Parlement doit tenir sa première session plénière demain mercredi.

## Tractations difficiles pour former le prochain gouvernement

Le parti Ennahdha qui a remporté les dernières élections législatives en Tunisie mais sans obtenir la majorité au Parlement, peine toujours à trouver une personnalité qui dirigera le prochain gouvernement, à quelques jours de l'expiration du délai constitutionnel, mi-novembre en cours.

Après l'annonce vendredi des résultats définitifs des législatives du 6 octobre en Tunisie, le parti Ennahdha, arrivé en tête du scrutin avec 52 sièges au Parlement tunisien sur un total de 217, doit proposer un chef du gouvernement «d'ici le 15 novembre», ont indiqué le parti et l'Instance chargée des élections en Tunisie (Isie).

Selon la Constitution tunisienne, le président Kais Saïed a une semaine à partir de l'annonce des résultats définitifs, soit vendredi dernier, pour charger une personnalité désignée par Ennahdha de constituer un gouvernement.

Jusque-là, aucun nom n'a été évoqué publiquement par la première force parlementaire, engagée dans des tractations jugées difficiles en raison du refus de plusieurs partis de composer avec Ennahdha et de désaccords notamment sur le choix du chef du futur cabinet.

Pour des partis de l'opposition comme le «Courant démocrate», un chef du gouvernement «nahdaoui» sera automatiquement refusé par la majorité des députés.

Dans ce contexte, la choura, organe consultatif du parti Ennahdha, doit se réunir afin de pencher sur la composition de l'exécutif, et décider s'il confie la formation du gouvernement à un membre du parti qui pourrait être son leader actuel, Rached Ghannouchi, ou à une personnalité indépendante.

«Ennahdha tient à son droit constitutionnel de diriger le gouvernement, on va voir ensemble ce week-end ce qui est envisageable», a indiqué le président de la choura, Abdelkarim Harouni.

«On va tout faire pour convaincre nos partenaires, car il faut respecter la voix des élec-

teurs, et on fera le bilan des négociations pour voir ce qui est bon pour le pays», a-t-il assuré.

La personnalité désignée pour diriger le nouveau cabinet a un délai d'un mois, renouvelable une fois, pour former un gouvernement qui doit être ensuite approuvé par une majorité de députés.

A défaut de majorité à l'issue de ce délai, le président Kais Saïed pourra proposer un autre chef de gouvernement. Ennahdha qui devra composer avec cinq ou six formations pour obtenir une majorité soutenant le nouveau gouvernement, a dit poursuivre ses négociations, à la recherche de ministres «compétents».

Ennahdha a jusque-là exclu des négociations le parti Qalb Tounes – arrivé deuxième aux législatives avec 38 sièges et présidé par l'homme des médias Nabil Karoui, poursuivi pour «fraude fiscale» –, et le Parti destourien libre de l'avocate Abir Moussi (17 sièges).

Le parti de Rached Ghannouchi a, début novembre, présenté à la presse un programme qu'il souhaite faire signer, après concertations, par toutes les composantes du futur gouvernement.

Ce programme se concentre sur la lutte contre la corruption et la pauvreté, le renforcement de la sécurité, le développement de l'éducation et des services publics, ou l'augmentation des investissements.

Par ailleurs, la première plénière de la nouvelle mandature 2019-2024 se tiendra le 13 novembre, a indiqué vendredi dernier le Parlement dans un communiqué. A cet effet, son président par intérim, Abdelfattah Mourou, a appelé les parlementaires tunisiens fraîchement élus à «se présenter à la



plénière de mercredi prochain, pour procéder au serment constitutionnel».

Mourou a affirmé en s'adressant aux élus tunisiens : «Cette plénière constituera le démarrage officiel de votre mission qui commencera par l'examen de la loi de finances et du budget de l'année 2020».

## «Un cabinet d'intérêt national» proposé par le parti de Youssef Chahed

Dans la foulée de l'impasse politique, le parti Tahya Tounes a proposé la semaine passée «la formation d'un gouvernement d'intérêt national sur la base d'un programme de réforme nationale œuvrant à la poursuite des grandes réformes et de la guerre contre le terrorisme et la corruption».

Un gouvernement qui sera composé, selon Tahya Tounes, d'une large représentation et participation politique bénéficiant du soutien des organisations nationales, de manière à lui garantir les conditions de réussite et la capacité d'affronter une situation sociale et économique

difficile».

Dans une déclaration publiée mercredi soir à l'issue de la réunion de son bureau politique, le parti présidé par le Chef du gouvernement Youssef Chahed, a estimé que cette proposition «est une contribution visant à trouver une sortie à la crise politique actuelle qui peut entraver la formation du prochain gouvernement».

Tahya Tounes invite également les partis et les forces nationales «à ne pas opter pour la politique de quotas et les calculs étroits afin de préserver la transition démocratique et la stabilité politique dans le pays», selon l'agence de presse TAP.

«Le blocage du processus de formation du gouvernement aura des conséquences négatives sur le fonctionnement de l'Etat et les intérêts des citoyens ainsi que sur les engagements de la Tunisie vis-à-vis de ses partenaires internationaux», a averti le parti de Youssef Chahed.

Lors des élections législatives du 6 octobre, Tahya Tounes a été crédité de 14 sièges au Parlement. Il est arrivé en septième position lors de ce scrutin.

J. C./APS

Sahara occidental

## La communauté internationale appelée à faire pression sur le Maroc pour éliminer son «mur de la honte»

La Campagne internationale contre le mur marocain construit au Sahara occidental, «Ensemble pour éliminer le mur», a appelé la communauté internationale à faire pression sur l'occupant marocain pour qu'il élimine ce mur d'humiliation et de honte, le qualifiant de crime contre l'humanité que tous les peuples justes et épris de paix du monde doivent condamner et agir pour mettre fin à cette barrière de séparation.

A l'occasion du trentième anniversaire de la chute du mur de Berlin, la Campagne a tenu à rappeler, dans un communiqué, que le Sahara occidental est l'une des régions les plus polluées au monde avec plus de 7 millions de mines antipersonnel et d'explosifs, notamment

le long de la plus longue barrière militaire au monde.

Outre ses implications humanitaires, sociales, économiques, politiques, juridiques et environnementales, le mur de la honte est également un crime persistant contre le peuple sahraoui et un obstacle à l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, a ajouté la Campagne dans le texte.

La Campagne internationale contre le mur d'occupation marocain a rappelé également que «le Royaume du Maroc refuse toujours catégoriquement de signer la Convention d'Ottawa de 1997 sur l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la production et du transfert de mines antipersonnel et sur leur destruct-

tion, ainsi que la Convention sur la protection de l'environnement de 2008 sur les armes à sous-munitions», exhortant «la communauté internationale à faire pression sur le Maroc pour le forcer à éliminer le mur d'occupation qu'il a construit au Sahara occidental, à paralyser et à détruire tout l'arsenal de destruction qu'il contient, y compris les mines et mines restes explosifs de guerre».

La Campagne internationale contre le mur d'occupation marocain au Sahara occidental a salué, par ailleurs, les mesures concrètes prises par les autorités sahraouies dans la zone de déminage, notamment la signature par le Front Polisario de la Déclaration d'engagement de Genève de 2005 et la destruction de

tout l'arsenal de mines détenues par l'armée sahraouie.

Elle se félicite également de la présentation, par la République arabe sahraouie démocratique (RASD) de deux rapports, à titre volontaire, conformément à l'article VII du Traité d'Ottawa et à la Convention sur l'interdiction des armes à sous-munitions, au Bureau de Nations unies pour les affaires de désarmement à Genève en 2014, saluant ce geste positif et preuve du soutien et de l'engagement de la RASD aux principes et objectifs des traités internationaux de lutte antimines antipersonnel et armes à sous-munitions.

Safia G.



Mouvements de protestation au Moyen-Orient

# De l'Irak au Liban, un même cri et une même solidarité

■ Un drapeau libanais flotte sur Baghdad, capitale de l'Irak secoué par des manifestations. A 900 kilomètres de là, un chant irakien révolutionnaire retentit sur une place de Beyrouth, elle aussi théâtre d'une contestation inédite.

Par Rosa C.

Au Liban comme en Irak, ils sont des dizaines de milliers à défilé depuis le mois dernier contre la corruption, le confessionnalisme, le chômage et la récession. Et les gestes de solidarité entre les deux peuples, confrontés aux mêmes maux, ne manquent pas. «Ne faites pas confiance aux rumeurs, c'est un groupe de voleurs», chante un groupe de musiciens libanais, pour dénoncer leurs dirigeants qu'ils jugent corrompus et incompetents. Les paroles sont en arabe irakien – c'est un chant du prédicateur chiite irakien Ali Youssef al-Karbalai – mais, poursuivent les chanteurs à Beyrouth, «l'identité est libanaise». Pour Farah Qadour, la joueuse de luth du groupe, ce chant sert à «mettre en lumière les similitudes entre les deux mouvements et à gonfler le moral» des manifestants des deux pays. «La rue libanaise et la rue irakienne s'observent et apprennent l'une de l'autre», affirme l'artiste de 26 ans. A Nabatiyé, dans le sud du Liban, des centaines de manifestants ont récemment scandé «De l'Irak



PH. &gt; D. R.

à Beyrouth, la révolution ne mourra jamais». A Tripoli, deuxième ville du Liban surnommée «l'épouse de la Révolution», un homme a défilé les drapeaux des deux pays accrochés ensemble à une même perche en bois. «Du Liban à l'Irak, notre douleur est une, notre droit est un et la victoire est proche», affirme par ailleurs une pancarte brandie

devant le siège d'Electricité du Liban (EDL), un des principaux symboles de la déliquescence des services publics libanais. Un mal que les Irakiens partagent douloureusement, eux qui chaque été manifestent contre les pénuries d'électricité sous plus de 50 degrés. Sur la place Tahrir, épicerie depuis un mois et demi de la contestation à Bagdad, les manifestants vendent des drapeaux libanais aux

côtés des drapeaux irakiens. Des bannières portant l'inscription «De Beyrouth à Baghdad, une révolution contre les corrompus» pullulent alentour. Le Liban et l'Irak, qui croulent sous des dettes colossales – elles culminent à 150% du PIB au Liban – sont classés parmi les pays les plus corrompus de la planète. A Bagdad et à Bassora, à la pointe sud pétrolière et très conservatrice de l'Irak, des portraits géants de l'actrice pornographique libano-américaine Mia Khalifa s'étale. Celle-là est plus «honorable» que tous les politiciens du pays réunis, proclament chaque été manifestant contre les pénuries de voitures garées en travers de la chaussée pour bloquer des axes routiers vitaux. Dans les deux pays, de jeunes manifestants vêtus de masques médicaux et de lunettes de protection ont en outre occupé des ponts pour dénoncer l'inertie des dirigeants. Mais, contrairement au Liban, où les manifestations se déroulent dans une ambiance bon enfant émaillée de rares incidents, les cortèges en Irak ont été ensanglantés par les violences et la répression.

Officiellement, 319 personnes – en majorité des manifestants – ont été tués et plus de 12 000 autres blessées. Dans les deux pays, en revanche, les contestataires dénoncent un système politique complexe de répartition des postes en fonction des confessions et des ethnies qui n'a mené, selon eux, qu'à plus de clientélisme et de corruption. «Nous sommes unis (...) face à ce système politique communautaire», affirme Obeida, un manifestant de 29 ans à Tripoli, qui place plus d'espoirs dans la contestation en Irak que chez lui. «Au Liban, ce système est plus enraciné», dit-il, car il date des inscriptions sous son visage. Les deux mouvements distincts semblent aussi adopter des stratégies communes, dont celle des voitures garées en travers de la chaussée pour bloquer des axes routiers vitaux. Dans les deux pays, de jeunes manifestants vêtus de masques médicaux et de lunettes de protection ont en outre occupé des ponts pour dénoncer l'inertie des dirigeants. Mais, contrairement au Liban, où les manifestations se déroulent dans une ambiance bon enfant émaillée de rares incidents, les cortèges en Irak ont été ensanglantés par les violences et la répression. R. C.



## Commentaire

### Rapatriement

Par Fouzia Mahmoudi

Les Européens avaient été prévenus il y a quelques jours de cela que la Turquie ne garderait pas plus longtemps les prisonniers djihadistes issus de pays membres de l'UE qu'elle retenait en captivité. Aujourd'hui, au grand dam des politiciens européens, la Turquie a finalement entrepris de renvoyer dans leur pays d'origine des activistes étrangers du groupe État islamique, dont onze Français et sept Allemands, a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur turc. Le ministre turc de l'Intérieur, Süleyman Soyulu, avait déjà annoncé vendredi, cité par l'agence Anadolu, le rapatriement à venir des djihadistes étrangers, même ceux déchus de leur nationalité. La chaîne de télévision publique TRT Haber rapporte que l'État turc entend rapatrier quelque 2 500 activistes, dont une majorité vers des pays de l'Union européenne, et que 813 djihadistes présumés sont actuellement en attente d'expulsion dans 12 centres de rétention. Florence Parly, la ministre des Armées française, avait réagi hier au micro de France Inter avant l'annonce du rapatriement des djihadistes français. «Je n'ai pas connaissance d'un retour précis des terroristes de la part de la Turquie», avait dit la ministre des Armées peu avant 08h. Mais à peine deux heures après cette annonce, les autorités turques ont annoncé que l'opération concernerait prochainement 11 Français. Le ministre turc de l'Intérieur avait précisé la semaine dernière que près de 1 200 combattants étrangers de l'État Islamique, dont vraisemblablement des Occidentaux, étaient actuellement détenus par la Turquie, et que les troupes turques avaient capturé 287 djihadistes en Syrie. «Pas besoin de courir dans tous les sens : nous allons vous renvoyer les membres de l'EI. Ils sont à vous, faites-en ce que vous voudrez», avait déclaré ce vendredi Süleyman Soyulu lors d'un discours à Ankara. «Que cela vous fasse plaisir ou non, que vous leur retiriez ou non leur nationalité, nous vous renverrons ces membres de l'EI, vos propres gens, vos propres ressortissants», avait-il martelé. La Turquie appelle régulièrement les pays européens à reprendre leurs ressortissants qui ont intégré les rangs de l'EI en Syrie, mais ceux-ci sont peu enclins à les récupérer, notamment pour des raisons sécuritaires et d'impopularité. Aujourd'hui, au pied du mur, les pays concernés n'ont d'autre choix que d'accepter ces cadeaux empoisonnés et de trouver une façon de les gérer sans trop heurter l'opinion publique très sensible sur ces sujets et alors que les thèmes de sécurité et d'immigration sont au cœur des débats politiques de presque tous les pays d'Europe. F. M.

## Espagne

### Le pays encore plus bloqué politiquement après les élections

Bond de l'extrême droite, recul des socialistes, effondrement des libéraux : l'échiquier politique espagnol était encore plus chaotique hier au lendemain des législatives, compliquant à l'extrême la formation d'un nouveau gouvernement. «Les élections d'hier n'ont pas résolu les difficultés pour articuler une majorité de gouvernement. Au contraire, elles les ont aggravées», résume le premier quotidien généraliste espagnol «El País» tandis que celui de droite «La Razon» titre «Rebloccage» au-dessus d'une photo du chef du parti d'extrême droite, Santiago Abascal. Vainqueur dimanche, le chef du gouvernement socialiste sortant Pedro Sanchez a en effet manqué son pari de sortir renforcé de ces quatrièmes élections générales en quatre ans pour mettre fin à l'instabilité politique qui mine le pays depuis 2015. Il a au contraire perdu des sièges et compte 120 députés contre 123 après le dernier scrutin d'avril. La surprise a été créée par le parti d'extrême droite Vox qui a plus que doublé son nombre de sièges à 52 sur 350 pour devenir le troisième parti d'Espagne. Les libéraux de Ciudadanos se sont eux effondrés avec 10 députés contre 57, ce qui a poussé leur chef Albert Rivera à annoncer hier sa démission et son retrait de la vie politique. Dans ce parlement encore plus fragmenté, la formation d'un nouveau gouver-

nement va être un casse-tête encore plus difficile à résoudre. Selon Joan Botella, politologue à l'université autonome de Barcelone, «la formation d'un gouvernement va être pratiquement impossible». «Tous les partis ont un rival à leur gauche et un autre à leur droite, ce qui bloque leurs options stratégiques», dit-il à l'AFP. C'est le cas en particulier des conservateurs du Parti Populaire (PP), qui ont redressé la barre (88 sièges) après le pire résultat de leur histoire en avril (66). Les socialistes espéraient pouvoir compter sur une abstention du PP lors d'un vote de confiance à la chambre pour que Pedro Sanchez puisse gouverner en minorité. Mais cette option s'éloigne selon les analystes en raison du bond de Vox, qui a exploité l'émotion suscitée par les troubles en Catalogne, où la condamnation mi-octobre à de lourdes peines de prison de neuf dirigeants indépendantistes a provoqué de nombreuses manifestations parfois violentes. «La concurrence entre Vox et le PP à droite peut inciter le PP à ne pas faciliter la formation d'un gouvernement socialiste», juge ainsi Antonio Barroso du cabinet Teneo. Dans ce contexte, les socialistes n'ont pas dévoilé leurs cartes hier matin, se contentant d'appeler les autres partis à les laisser gouverner en minorité en tant que première force du pays. «Nous demandons

à tout le monde de changer de critères, de faire preuve de générosité pour l'intérêt du pays», a déclaré la numéro deux du gouvernement Carmen Calvo. Si le PP refuse de s'abstenir lors d'un vote de confiance, les socialistes devront aller chercher leurs soutiens à gauche, en particulier auprès du parti de gauche radicale Podemos qui a cédé du terrain mais dispose toujours de 35 députés. La méfiance est toutefois tenace entre les deux formations qui ont échoué à s'entendre cet été sur la formation d'un gouvernement de coalition, ce qui a précipité la convocation du scrutin anticipé de dimanche. Elles ont de plus des positions antagonistes sur la crise catalane qui a dominé la campagne. Dans tous les cas, s'il est appuyé par Podemos, M. Sanchez devra aller chercher l'appui indispensable d'autres formations pour arriver au seuil de majorité de 176 députés. Et notamment d'une partie des indépendantistes catalans, un scénario à première vue risqué politiquement au vu des tensions en Catalogne. Pour se passer de l'appui encombrant des séparatistes, qui avaient lâché M. Sanchez en février après avoir soutenu son arrivée au pouvoir en juin 2018, une autre solution également compliquée pourrait être l'appui simultané de Podemos, des nationalistes basques et de Ciudadanos.



Festival des villes anciennes de Chinguetti, Mauritanie

# Rabehi : «La sauvegarde du patrimoine maghrébin renforce la sécurité de ses peuples»

■ La sauvegarde du patrimoine culturel, matériel et immatériel, du Maghreb arabe est à même de consolider l'immunité de ses peuples, raffermir leur cohésion sociale et renforcer leur sécurité nationale, a affirmé, en Mauritanie, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement et ministre par intérim de la Culture, Hassane Rabehi.

Par Racim C.

Dans une allocution à l'ouverture de la 9<sup>e</sup> édition du Festival des villes anciennes de Chinguetti (Mauritanie), dont l'Algérie est l'invité d'honneur, M. Rabehi a exprimé sa conviction que l'avenir des peuples de la région «est tributaire de la préservation de notre identité et de nos constantes puisées dans notre culture, patrimoine et mémoire».

A ce propos, le ministre a mis en avant le patrimoine «séculaire, pluriel et diversifié» de l'Algérie et des pays du Maghreb arabe, qui se partagent «une histoire millénaire» qui leur a permis de contribuer à la fondation et l'édification des civilisations méditerranéennes, islamiques et africaines, a-t-il dit. M. Rabehi a évoqué, dans ce sens, le riche patrimoine architectural des pays de la région, à «l'instar des Ksour et des Casbahs classés, que nous nous attelons à valoriser dans le cadre du développement durable».

La protection et le sauvegarde de ce patrimoine architectural

pour sa transmission aux générations futures ont impliqué leur classement en secteurs sauvegardés conformément aux recommandations de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Un encadrement juridique à la faveur duquel ces villes antiques sont soumises aux règles de préservation du patrimoine culturel afin de garantir «la protection globale de leur tissu urbain et de ses espaces tels les bâtisses, les sites, les ruelles et les souks».

Il a rappelé, dans ce sens, la création, à ce jour, de 22 secteurs sauvegardés alliant patrimoine culturel matériel et immatériel, car se sont des villes archéologiques peuplées, «perpétuant le patrimoine matériel par leurs murs, murailles et ruelles et le patrimoine immatériel par les traditions, les us et les coutumes, qui font leur particularité et sous-tendent leur identité singulière».

Pour M. Rabehi, «la réhabilitation des villes anciennes et leur exploitation dans le cadre du développement socio-économique est un choix optimal pour nos pays qui aspirent au déve-

loppement durable», ajoutant que l'investissement dans le patrimoine culturel est un axe important auquel il convient de réfléchir.

«Combien même les facteurs du temps impactent-ils les villes anciennes, leur âme continuera à vivre tant que leur culture et leur patrimoine continuent à battre dans le cœur de leurs habitants», a-t-il poursuivi, précisant que «leur réhabilitation ne peut se limiter à leur restauration et rénovation, mais nécessite également la revalorisation de leur patrimoine immatériel».

Evoquant le Festival des villes anciennes à Chinguetti, le ministre par intérim de la Culture a estimé que l'institution de cette manifestation témoigne de l'importance qu'accorde la Mauritanie au patrimoine culturel architectural dans la préservation de la mémoire, soulignant que ces civilisations et legs «nous ont façonné en tant que pays maghrébains et africains et en tant que peuples profondément ancrés dans l'histoire des cultures humaines». Dans ce cadre, M. Rabehi a salué la préservation par la ville antique de



Chinguetti de son legs, qui lui a permis de demeurer «un phare et un lien sacré de par les œuvres de ses Oulémas à travers l'histoire». «Cette ville, qui a toujours été un haut lieu de rayonnement des zaouïas qui ont laissé leur empreinte dans l'histoire de la région grâce à leurs apports à travers les siècles et l'établissement d'une relation interactive étroite avec les autres civilisations», a-t-il dit, citant particulièrement Tlemcen, Adrar, Touat, Biskra, Béjaïa et Tihert en Algérie.

Le ministre a rappelé que «Chinguetti a été un lieu de rencontre avec les Oulémas d'Algérie, notamment le Cheikh Abdelkrim El Meghili, qui a eu un rôle prépondérant dans la diffusion de la science et du message

de l'Islam en Afrique».

M. Rabehi a tenu à exprimer la considération que voue l'Algérie à la Mauritanie, pays frère, pour «ses efforts visant à assurer la prospérité de ses enfants, consolider les liens entre les deux peuples afin de hisser la coopération bilatérale au service de la complémentarité escomptée dans divers domaines».

S'adressant au président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Ahmed Ghazouani, M. Rabehi s'est réjoui du choix de l'Algérie en tant qu'invité d'honneur du Festival des villes anciennes de Chinguetti, félicitant le peuple mauritanien qui s'apprête à célébrer le 59<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance. **R. C.**

## Ouargla

### Quatorze troupes animent le 7<sup>e</sup> Festival de l'Inchad

Quatorze troupes animent la 7<sup>e</sup> édition du Festival de l'Inchad (chants religieux), ouvert dimanche à la maison de la culture Moufidi-Zakaria à Ouargla.

Cette manifestation, qui regroupe également huit mounchidine nationaux, vise à créer un espace pour mettre en exergue leurs capacités vocales,

échanger leurs expériences et encourager les nouvelles voix de l'Inchad, a indiqué le commissaire du festival, Mokhtar Kermida.

Le programme du festival pré-

voit aussi des ateliers de formation, encadrés par des enseignants et spécialistes dans ce genre lyrique, dont Abdesslem Yahia et Smail Yelles de la wilaya

de M'sila, pour mettre leur savoir-faire et connaissances au service des adeptes de cet art.

Ce festival (10-12 novembre) donnera lieu également à l'animation de récitals par les troupes d'Inchad «Balabil El-Rihab» et «Yasmine» de Ouargla, et l'association «Sawt El-Hazar» de Ghardaïa.

Coincitant avec la célébration du Mawlid Ennabaoui, cette manifestation sera sanctionnée par des recommandations appelant au développement de l'Inchad et sa propagation chez les nouvelles générations, a souligné le commissaire du festival.

Des circuits touristiques au niveau de certains sites historiques et touristiques de la région en l'honneur des participants, figurent aussi au programme de cette manifestation culturelle. **Adéla S.**

## AGEND'ART

Galerie d'art Bloom (El-Biar, Alger)

Jusqu'au 12 novembre : Exposition de peinture «La seconde intercalaire» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Office Ryad El Feth Du 7 au 16 novembre : 10<sup>e</sup> édition du Festival international du cinéma d'Alger.

## Festival international du cinéma d'Alger (Fica)

### La femme créatrice dans le domaine de l'industrie cinématographique en débat

«Femmes au cinéma, femmes de cinéma» a été, à la salle Frantz-Fanon à l'Office Riadh El Feth (Alger), le thème d'une table ronde organisée dans le cadre du 10<sup>e</sup> Festival international du cinéma d'Alger (FICA), en présence de la cinéaste algérienne Amina Bedjaoui Haddad et de cinéastes femmes d'Italie, de France et de Burkina Faso. Cette rencontre, dont la modératrice a été la critique franco-algérienne Nadia Mefflah, a permis d'évoquer les disparités entre cinéastes hommes et femmes en termes de thèmes traités, d'opportunités de travail et de financement aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Les participantes ont, ainsi, mis en exergue les difficultés auxquelles elles sont confrontées dans les différents métiers du cinéma, notamment la réalisation et la production. Soulignant que «les réalisatrices sont souvent critiquées pour les thèmes qu'elles choisissent», les intervenantes ont été unanimes à dire que «nombreux sont les cinéastes et critiques qui estiment que les cinéastes femmes devraient se contenter des

thèmes relatifs à la femme et laisser les autres sujets aux hommes». Dans ce cadre, la cinéaste burkinabè Apolline Traoré a raconté que le fait de traiter dans l'un de ses films le problème de l'impuissance sexuelle a suscité «une vague d'indignation et de colère» non seulement chez les cinéastes et les critiques mais aussi chez le public. Entre autres problèmes rencontrés, elle a cité la difficulté d'obtenir un financement en comparaison avec ses collègues hommes. Pour sa part, la cinéaste française, née à Constantine, Jacqueline Gozland, a estimé que «la femme qui, temps de conflit et de guerre, participe à la résistance aux côtés de l'homme, voit son rôle régressé, une fois la paix et la sécurité restaurées, en ce sens que la société tente de la confiner dans les tâches ménagères et l'éducation des enfants». L'écrivaine et journaliste italienne Luciana Castellina a mis en exergue l'impératif pour les femmes cinéastes de diversifier les thèmes abordés, sans pour autant laisser de côté les questions propres à la femme, qui sont traitées avec beaucoup d'esthétisme et de courage, soulignant les

efforts consentis dans le domaine du cinéma pour imposer la vision de la femme. Elle a fait savoir que la problématique soulevée n'était pas spécifique aux pays en développement mais aussi aux pays où l'industrie cinématographique est prospère, citant le nombre de cinéastes distinguées dans les plus grands festivals, à l'image de «Cannes» ou des «Oscars». De son côté, la réalisatrice Amina Haddad a souligné la volonté des cinéastes algériennes de s'imposer par leur travail et leur engagement, citant pour exemple les jeunes réalisatrices à l'instar de Drifa Mezenner et Yasmine Chouikh. Affirmant que les efforts des cinéastes algériennes ne se limitent pas à la production, elle a tenu à saluer les démarches visant à trouver des espaces à même de contribuer au développement du cinéma et à transmettre, par l'image, les préoccupations du citoyen. Pour les participantes, le plus important reste la présentation des œuvres aux téléspectateurs et à faire parvenir le message. Le 10<sup>e</sup> Fica se poursuivra jusqu'au 16 novembre à la salle Ibn Zaydoun. **R. C.**



## Mondial-2019 de futsal pour sourds (2<sup>e</sup> journée) L'EN défaite par la Thaïlande

LA SÉLECTION algérienne de futsal pour sourds a été battue par son homologue thaïlandaise 4-2, dimanche soir à Winterthur (Suisse), dans le cadre de la 2<sup>e</sup> journée du groupe B de la 4<sup>e</sup> édition du Championnat du monde. Les Algériens, qui avaient battu l'Italie 5-4 samedi lors de la journée inaugurale, devaient affronter le Bélarus hier pour leur dernier match de poule. Dans l'autre rencontre de la 2<sup>e</sup> journée du groupe B, les Italiens se sont ressaisis en dominant le Bélarus 7-5. Au classement, la Thaïlande

est en tête avec 6 points, suivie de l'Italie et de l'Algérie avec 3 unités chacune. Le Bélarus, avec 0 point, ferme la marche. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale, prévus demain. Les demi-finales et les différents matchs de classement sont programmés pour jeudi, tandis que la finale aura lieu samedi. De son côté, l'équipe féminine algérienne, tirée initialement dans le groupe A aux côtés de l'Espagne, du Danemark et de la Suisse (pays hôte), a finalement déclaré forfait.

## Judo 10 compétitions prévues pour cette saison

LE CHAMPIONNAT national individuel espoirs de judo, prévu les 27 et 28 décembre, donnera le coup de starter de la saison 2019-2020, dont le calendrier comporte neuf autres rendez-vous majeurs, a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Le premier de ces neuf événements sera le championnat national individuel seniors, prévu les 17-18 janvier 2020. Il sera suivi du championnat national individuel des cadets, les 24-25 du même mois, puis du championnat national individuel juniors, les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février.

Le premier championnat national par équipes est programmé les 14 et 15 février et concernera les juniors, tandis que le championnat national par

équipes des seniors (première et deuxième divisions) aura lieu les 26 et 27 juin.

Il sera précédé des championnats nationaux par équipes de jeunes, à savoir les cadets, les 20-21 mars et celui des minimes, les 10-11 avril. La saison sera clôturée avec les finales de Coupe d'Algérie (cadets/juniors/seniors), prévues les 11-12-13 juillet 2020. Outre les différents championnats nationaux, individuels et par équipes, le calendrier de la Fédération algérienne de judo pour la saison 2019-2020 comporte plusieurs autres événements, notamment le passage de grade pour différentes catégories d'âge, ainsi qu'un championnat national de kata. Ce dernier est programmé le 16 avril.

## Championnat arabe dames de basketball Le GSP sort la tête haute

LE GS PÉTROLIERS a été éliminé du Championnat arabe des clubs féminin de basket-ball, après sa défaite devant le club libanais de Beyrouth sur le score de (70-84), mi-temps (29-38) en demi-finale de la compétition disputée dimanche à Meknès (Maroc). Les quarts-temps ont été comme suit: 17-20, 12-18, 13-25 et 28-21. Les Libanaises affronteront en finale le vainqueur de l'autre demi-finale qui débutera à (19h00) entre l'ES Cap-Bon (Tunisie) et Chabab Faheys (Jordanie). Le club algé-

rien s'est qualifié pour le dernier carré aux dépens du club organisateur, COD Meknès (Maroc) (72-60). L'autre représentant algérien dans cette compétition, Marine Hussein-Dey, a été éliminé samedi, en quarts de finale par l'ES Cap-Bon de Tunis (69-75). La finale et le match de classement pour la 3<sup>e</sup> place ont eu lieu hier. Neuf clubs de six pays arabes, ont pris part à cette compétition. Il s'agit de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, du Liban, de la Jordanie et des Emirats arabes unis.

# Equipe nationale Les choses sérieuses commencent

■ Après l'annonce par le sélectionneur national de la liste des convoqués pour les deux matchs comptant pour les éliminatoires de la CAN 2021 face à la Zambie et au Botswana, l'heure était hier à la mobilisation.



Par Mahfoud M.

Les Verts devront se concentrer sur la préparation

En effet, le coach national Belmadi avait programmé le début du stage au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa pour débiter le travail afin d'être fin prêt pour le match de ce jeudi face aux Chipolo Chipolo. Le premier responsable du staff technique de la sélection nationale avait prévu une première séance légère sur un des terrains du Centre de Sidi Moussa avant d'entamer le véritable travail aujourd'hui. En fait, Belmadi a programmé trois séances d'entraînement avant le rendez-vous de ce jeudi face aux Zambiens, ne voulant pas trop

fatiguer ses joueurs qui travaillent déjà dur avec leurs clubs respectifs. Ainsi, le coach des Verts devait se concentrer sur l'aspect tactique et programmera sans doute un petit match d'application pour voir les nouveaux venus en EN ou ceux qui effectuent leur retour après une longue absence de la sélection. Belmadi a, certes, l'équipe qui débute la rencontre face à la Zambie, mais cela ne l'empêche pas de superviser quelques éléments pour voir s'il peut compter sur eux comme doublures lors des prochaines rencontres. L'essentiel est qu'il a déjà un groupe solide qui devra se consolider pour les prochains rendez-vous. Par ailleurs et pour

ce qui est des préparatifs concernant ce match, on apprend que les billets ont été mis en vente dans les guichets du stade Tchaker. Leur prix devrait être fixé à 300 DA et leur vente se poursuivra jusqu'au jour de la rencontre au niveau du Centre hippique de Blida. Sur un tout autre volet, le nouveau venu en équipe nationale, Maxime Spano Raho, a avoué que sa convocation en équipe nationale est un rêve qui se concrétise, vu qu'il attend depuis longtemps cette convocation de Belmadi, avouant qu'il se donnera à fond pour être à la hauteur de la confiance placée en lui.

M. M.

## Organisation des matchs La LFP et le problème de la programmation

### Deux délégués pour chaque match, une première

Belguidoum a souligné que la LFP a innové cette saison en désignant deux délégués pour chaque match, une manière d'améliorer un peu plus l'organisation, ce qui n'était pas le cas auparavant. «Avant, un délégué éprouvait des difficultés pour être au four et au moulin, ce qui l'empêchait d'accomplir convenablement sa mission. Pour l'actuel exercice, nous avons décidé de désigner deux délégués dont la mission diffère : le premier est chargé d'être à l'écoute de l'arbitre sur le terrain, le second doit coordonner avec le service d'ordre. Désormais, les choses vont dans le bon sens», s'est fé-

licité Belguidoum. Adrar est revenu sur la prise en charge du délégué de match qu'il qualifie de «véritable pièce maîtresse» dans l'organisation d'une rencontre du palier professionnel. «Chaque délégué de match a une prime versée par la LFP. Dans le cas où il utiliserait sa propre voiture, il sera remboursé selon le kilométrage. Idem pour l'hébergement, du moment que la Ligue prend en charge la facture de l'hôtel». Adrar a évoqué les «imprévus» qui peuvent perturber la programmation, ce que partage son collègue Belguidoum : «C'est facile d'établir un calendrier pour toute la saison, mais c'est plus difficile de le respecter. Je parle d'imprévus comme par exemple les demandes de report». Pour

Belguidoum, «la LFP est en train de réussir la gestion des deux Ligues, mais malheureusement des imprévus existent que je qualifie de cas de force majeure. Je prends l'exemple du match d'hier samedi entre le MC Oran et le NC Magra, momentanément interrompu pour défection de l'éclairage. Il y a aussi le point relatif à la sécurité. C'est difficile de dégager un dispositif sécuritaire pour trois matchs qui se jouent dans la même wilaya». Selon ces deux responsables, l'instance dirigeante de la compétition a mis les «bouchées doubles» pour garantir une organisation efficace et maîtrisée, au moment même où certains présidents et entraîneurs de club ne cessent de remettre en cause la programmation.

La Ligue de football professionnel (LFP) parvient «tant bien que mal» à organiser les matchs des deux Ligues 1 et 2, en dépit des imprévus pouvant perturber une programmation déjà contestée, ont affirmé deux membres de cette instance. «Sur le plan de la logistique et des moyens financiers et humains, nous n'éprouvons aucune difficulté à organiser des matchs le même jour et au même horaire», a indiqué à l'APS Akli Adrar, membre du Bureau exécutif de la LFP, à la tête de la commission chargée de la lutte contre la violence. Depuis la décision de ne pas programmer de matchs les mardis et vendredis en raison du «Hirak», mouvement de contestation populaire, la LFP s'est retrou-

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

La Protection civile lance une campagne de prévention

## Le monoxyde de carbone tue encore

CHACQUE hiver, le monoxyde de carbone est responsable de plusieurs cas d'asphyxie. Le bilan de cette année, communiqué par la Protection civile, donne froid dans le dos. Pas moins de 113 personnes ont trouvé la mort par asphyxie durant les neuf premiers mois de l'année en cours. Chauffe-eau ou chauffage se sont transformés, depuis quelque temps, en tueur silencieux qui décime parfois des familles entières par la fuite du monoxyde de carbone qui s'y émane. Malgré toutes les campagnes de sensibilisation menées par les services concernés, notamment la Protection civile, les bilans demeurent alarmants.

Durant l'année écoulée, un total de 132 personnes sont décédées par asphyxie causée par l'inhalation de monoxyde de carbone, alors que 113 victimes ont été déplorées durant les neuf premiers mois de l'année 2019. Un bilan qui demeure lourd. La plupart des cas de décès par asphyxie sont causés généralement par la mauvaise évacuation des produits de combustion (conduit de fumée obstrué ou mal dimensionné), l'absence de ventilation dans la pièce où est installé l'appareil, le défaut d'entretien des appareils de chauffage et de production d'eau chaude ou la vétusté des appareils, explique la Protection civile. Face au tueur silencieux qui décime des familles entières, les experts pointent du doigt aussi la contrefaçon. Pourtant ces produits industriels importés sont soumis au contrôle des services compétents en la matière au niveau des frontières. Malgré tout, ces produits d'importation sont légitimes.

Les produits en provenance de la Chine sont particulièrement suspectés. Partout où ces appareils sont commercialisés, il y a mort d'hommes et des blessés. Les Douanes algériennes saisissent chaque année des quantités énormes d'articles contrefaits. Parmi ces saisies, figurent bien évidemment les appareils de chauffage. Mais aussi, la responsabilité du citoyen n'est pas à écarter. Les installations aléatoires, l'absence d'une révision régulière, acquisition d'appareils sans certificats de garantie, des

conduites de gaz mal entretenues, sont des actes qui causent la mort de citoyens et sont à bannir.

Pour faire face à cette situation, la Protection civile lance à nouveau cette année une campagne de prévention et de sensibilisation contre les dangers des inhalations accidentelles de monoxyde de carbone, pouvant parfois se solder par la mort de familles entières.

Cette campagne a débuté hier, à travers le pays. Sous le slogan «Un hiver chaud sans risques», cette campagne s'étalera sur l'ensemble du territoire national tout le long de la période hivernale avec l'organisation de journées portes ouvertes au niveau des unités de la Protection civile ainsi que des caravanes qui sillonneront les différentes localités dans le cadre des activités de proximité afin de sensibiliser les citoyens sur le danger d'asphyxie et les comportements à adopter, précise un communiqué de la Protection civile. En ce sens, les citoyens et les différentes associations sont invités à prendre part à ces activités en se rapprochant des services de la Protection civile au niveau des 48 wilayas du pays, ajoute la même source. Les consignes de sécurité à adopter en cas d'accident dû au monoxyde de carbone sont «simples», selon la même source qui recommande d'«aérer immédiatement les locaux en ouvrant portes et fenêtres, faire évacuer les locaux et vider les lieux de leurs occupants, appeler les secours et ne réintégrer les locaux qu'après le passage d'un professionnel qualifié qui recherchera la cause de l'intoxication et proposera les travaux à effectuer».

S'agissant des détecteurs de monoxyde de carbone qui sont commercialisés sur le marché local, la Protection civile a fait savoir que «des procédures d'évaluation sont en cours», relevant, toutefois, que «ces détecteurs ne suffisent pas pour éviter les intoxications car la prévention des intoxications passe prioritairement par l'entretien et la vérification de manière régulière des appareils à combustion, la bonne ventilation des locaux et l'utilisation appropriée des chauffages d'appoint».

Vols de véhicules à Béjaïa

## Démantèlement d'un réseau de 9 personnes

LA POLICE judiciaire de sûreté de la daïra de Kherrata a réussi à démanteler un réseau de vol de voitures composé de 9 individus dont l'âge varie entre 29 et 34 ans, a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ces derniers sont impliqués dans le vol de plusieurs voitures à Kherrata et aussi dans plusieurs communes voisines. L'enquête a été enclenchée suite au dépôt de plaintes de plusieurs victimes, faisant

état de vol de leurs véhicules. Le démantèlement du réseau a commencé suite à l'arrestation de trois individus après le contrôle d'un véhicule à bord duquel se trouvaient trois individus nés de Batna au niveau d'un barrage routier de la gendarmerie à Kherrata. Le mode opératoire du réseau activant au niveau de plusieurs wilayas consiste à voler des véhicules pour les désosser et les vendre ensuite en pièces détachées.

H. C.

## Le pouvoir d'achat des Algériens



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/ Un nouveau recteur pour l'université

## Le neurologue Daoudi succède à l'économiste Tessa

L'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou (UMMTO) a un nouveau recteur en remplacement du professeur Ahmed Tessa.

Par Hamid M.

C'est le professeur en neurologie, Smail Daoudi, qui a été installé hier dans ses fonctions. La cérémonie d'installation du nouveau recteur a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Salah Mohamed Eddine. Smail Daoudi occupait le poste de chef de service de neurologie au CHU Nedir-Mohamed.

Sa compétence est reconnue dans son domaine médical et aussi à l'échelle internationale. A noter que le changement à la tête de l'UMMTO a surpris plus d'un à Tizi Ouzou dont les plus avertis des questions universitaires.

Ahmed Tessa a réussi à ramener une stabilité relative depuis son arrivée en juin 2016, en prônant le dialogue au sein de la communauté universitaire à Tizi Ouzou en dépit de multiples contraintes, notamment la vétusté et le manque d'infrastructures.

L'effectif étudiantin avoisinant les 60 000 constitue le facteur principal pour un meilleur fonctionnement de l'université



de Tizi Ouzou et de l'avis même des responsables en son sein, il est urgent de créer

H. M.

Dar Djbel / Commune de Béjaïa

## Des habitants réclament l'aménagement de leur quartier

DES DIZAINES d'habitants du quartier Dar Djbel ont observé avant-hier matin un rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya de Béjaïa. Les mécontents réclament le lancement des travaux d'aménagement des routes et accès du quartier Dar Djbel, notamment la route menant de Laâzib Oumaâmar vers laâmrache et aussi à Dar Djbel et à l'intérieur de ce quartier. Deux opérations ont été validées en 2017, mais elles ne sont pas encore mises en œuvre. Une entreprise a débuté les travaux d'aménagement de l'accès principal mais elle a dû les stopper faute de bitume et aussi à cause des dégâts causés par les pluies tor-

rentielles de ces dernières semaines sur les parties où des travaux ont été accomplis, a-t-on appris hier. Il est utile de noter que 36 milliards de centimes ont été débloqués pour mener ces deux opérations. Notons que l'APC devait tenir hier sa session extraordinaire qui sera consacrée à l'adoption du budget supplémentaire de l'exercice en cours. Un montant de 150 milliards de centimes devrait être consacré aux deux chapitres : équipement et fonctionnement. Les aides aux associations vont atteindre les 27 milliards de centimes, ceci alors que le chapitre équipement va bénéficier de quelque 83 milliards de centimes.

Hocine C.